

Positionspapier

Initiator*innen: Comité Directeur de la JS Suisse (beschlossen am: 11.01.2023)

Titel: Plateforme électorale de la JS Suisse – élections fédérales 2023

Antragstext

A: Pour une politique climatique sociale !

La crise climatique est la plus grande crise de notre temps. Les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter, ce qui a pour conséquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses, des feux de forêts ou encore des ouragans, de plus en plus fréquents et violents. Les catastrophes que nous avons vues ces dernières années ne feront que de se renforcer à l'avenir. La crise climatique menace notre existence et l'avenir de l'humanité sur cette planète.

Le « Sud global » est touché de plein fouet par la crise. Des millions de personnes doivent quitter leur lieu de vie, rendu inhabitable par la crise climatique, et de nombreuses autres sont déjà décédées des suites de la crise. Les groupes sociaux déjà opprimés et discriminés, tels que les femmes, les personnes précarisées, les personnes handicapées ou encore les personnes racisées, sont particulièrement touchées. C'est pourquoi notre réponse doit être intersectionnelle et permettre la convergence des luttes.

Le « Nord global » profite de l'exploitation du « Sud global », que ce soit par l'exploitation des ressources naturelles ou de la population locale, et continue ainsi d'alimenter la crise climatique. La Suisse profite massivement de cette injustice. Ainsi, la place financière investit des milliards dans les énergies fossiles alors que les multinationales qui ont leur siège en Suisse ne se gênent pas pour exploiter des gens et des ressources dans le « Sud global », empochant ainsi des milliards.

Toutefois, nous ne voyons toujours aucune mesure efficace dans la Suisse dominée

par la bourgeoisie. Ces dernières années, la réponse de la Suisse à la crise climatique s'est limitée à la responsabilité individuelle et à l'innovation. Or, la crise climatique n'est pas causée par le comportement d'individus, elle est systémique. En effet, une véritable protection du climat est impossible dans le capitalisme, car il place le profit au-dessus de tout et se base sur l'exploitation des êtres humains et de la nature..

Nous avons urgemment besoin d'une autre politique climatique. Au lieu de faire payer la majorité de la population avec des taxes incitatives, il faut faire payer les profiteuse·eurs de la crise climatique : les ultra-riches. Quant aux mesures financées, elles doivent elles aussi être socialement justes. Il serait inadmissible que des gens perdent leur travail ou doivent payer des loyers plus élevés en raison de mesures de protection du climat. Nous voulons une politique climatique sociale, qui améliore la vie des 99% !

Pour éviter les pires conséquences de la crise climatique et se donner la chance d'avoir un avenir, la Suisse doit attendre la neutralité carbone d'ici 2030.

Nous devons donc agir maintenant ! Nous avons urgemment besoin d'une politique climatique sociale et efficace, pour les 99% et pour notre avenir.

Revendication 1 : des logements écologiques pour tous·tes financés par un impôt sur les successions des ultra-riches

La lutte contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de l'humanité. Des changements sont nécessaires dans à peu près tous les domaines de nos vies. Cela représente un processus de transformation long et extrêmement coûteux. C'est aux personnes qui ont le plus profité de l'exploitation et de la destruction de notre planète de payer. Ce sont ces personnes qui, avec leur immense fortune accumulée sur plusieurs générations, continuent d'alimenter la crise climatique avec leurs investissements : les ultra-riches. Il est donc juste d'aller chercher l'argent pour protéger et réparer la planète auprès de ces personnes. C'est exactement ce que nous faisons avec notre « initiative pour l'avenir ». C'est ainsi que, avec un impôt sur les successions au-dessus d'une franchise de 50 millions, nous faisons payer les 2000 personnes les plus riches de Suisse.

L'argent ainsi obtenu nous permettrait de financer la rénovation énergétique de tous les logements en Suisse. Ainsi, avec des subventions pour le remplacement des chauffages, l'isolation des logements situés dans bâtiments anciens, la mise en place de panneaux solaires sur les toits et de nombreuses autres mesures, nous pourrions drastiquement diminuer les émissions de gaz à effet de serre issues du secteur du bâtiment. En finançant des dizaines de milliers de bourses pour la formation de monteuse·eurs, d'électricien·nes et d'autres travailleuse·eurs spécialisé·es, nous pourrions garantir que le personnel nécessaire sera à disposition. Enfin, le financement par un impôt sur les

successions des ultra-riches nous permettrait de garantir que les locataires n'aient pas à payer ces rénovation énergétiques. Notre but est simple : des logements écologiques pour tous·tes !

Revendication 2 : une place financière durable sous contrôle démocratique

La place financière suisse est l'une des plus importantes au monde. Chaque année, des milliards de francs sont investis dans les énergies fossiles, ce qui contribue à alimenter la crise climatique. Les banques et les caisses de pensions s'enrichissent donc aux dépens de notre avenir ! Nous avons besoin d'une transformation en profondeur de notre système financier, afin qu'il fonctionne non plus pour enrichir les grandes entreprises et les ultra-riches mais pour le bien-être et l'avenir de tous·tes. Tant que la place financière sera dirigée par des investisseur·es privé·es, elle ne pourra pas fonctionner dans l'intérêt de la majorité de la population. Une démocratisation complète de la place financière est donc une condition sine qua non pour que celle-ci puisse devenir écologique. Nous exigeons que la population puisse décider aux côtés des employé·es de la stratégie des institutions financières. Dans cette optique, un « conseil démocratique des banques » élu par la population et les employé·es et représentatif de la population doit être mis en place et définir la stratégie des institutions financières suisses. Le système financier actuel ne permet pas une protection sérieuse du climat – pour cela, il faut plus de démocratie !

Revendication 3 : pour une transformation écosocialiste de l'économie

Notre système économique est fondé sur la croissance illimitée et la maximisation du profit – et ce à tout prix. Le mythe de la possibilité d'une croissance illimitée est entretenu aux dépens des gens et de l'environnement. Les travailleuse·eurs sont exploité·es et l'environnement détruit, afin de permettre la maximisation des profits d'une petite minorité. Dans un tel système, une protection du climat efficace est impossible, tout comme une justice sociale à l'échelle mondiale. Jamais l'exploitation des travailleuse·eurs et de la planète ne pourront s'arrêter dans une économie de marché capitaliste. C'est pourquoi une transformation radicale et complète du système actuel est nécessaire, afin de mettre en place une planification démocratique et écologique de l'économie. Le seul moyen de surmonter la crise climatique est une transformation écosocialiste.

Au sein du Parlement, nous ne pourrions certes pas changer de système mais nous pourrions porter des revendications qui vont à l'encontre de la logique destructrice de maximisation du profit à court terme. Nous pourrions par exemple

revendiquer une garantie minimale de 10 ans pour tous les biens durables et semi-durables (vêtements, objets électroniques, etc.). Ainsi, les entreprises ne pourront plus avoir recours à des matériaux de mauvaise qualité, produire des biens irréparables ou encore à l'obsolescence programmée, tout cela pour maximiser leurs profits. Une autre revendication que nous pourrions porter est la nationalisation des grandes entreprises et leur placement sous contrôle démocratique, afin de garantir une production écologique et socialement juste. Pour aller plus loin :

- [Sortons de la crise climatique : une vie épanouissante pour toutes et tous](#)
- [System change not climate change, ce que la Suisse doit faire contre la catastrophe climatique : la prospérité collective au lieu de profit privé](#)
- [Loi CO2 : il faut une politique pour les 99% et pas contre elles et eux](#)
- [Résolution sur le mouvement de la Grève du Climat](#)

Sous-thème 1 : Travailler moins, travailler mieux et tous·tes – de manière écologique

Pour construire une société écologique, nous devons transformer en profondeur l'ensemble de l'économie. Les activités polluantes doivent être transformées de manière à être respectueuses de l'environnement. Les secteurs qui ne peuvent pas l'être – tels que ceux des énergies fossiles, de l'automobile ou de l'aviation – doivent être partiellement ou totalement fermés. Toutefois, il n'est pas question que cela se fasse sur le dos des travailleuse·eurs de ces secteurs. C'est pourquoi des programmes de reconversion écologique doivent être mis en place à grande échelle, avec des formations continues ainsi que des garanties de revenus pour les personnes qui ne retrouveraient pas de travail. Pour faire face à la crise climatique, l'État doit créer de nombreux emplois écologiques, par exemple dans le domaine des énergies renouvelables ou dans celui de la rénovation énergétique des bâtiments. Enfin, le temps de travail doit être réduit radicalement afin de lutter contre la surproduction et éviter des émissions dues aux activités productives. Cette réduction permettrait également de mieux partager le travail et de lutter contre le chômage. Pour les revenus de moins de 7500 CHF, cette réduction ne doit pas entraîner de baisse de salaire. Pour aller plus loin : Travailler pour vivre et non vivre pour travailler

Sous-thème 2 : Pour des transports écologiques, collectifs et efficaces !

Le secteur des transports est aujourd'hui le secteur le plus polluant en Suisse. Ainsi, il est responsable de près d'un tiers de émissions domestiques. Il est donc urgent de tourner le dos au transport individuel motorisé et aux moteurs à combustion. Mais il n'est pas question que cela entraîne des coûts supplémentaires pour la population ou que cela contribue à l'isolement des personnes habitant dans les régions périphériques. À court terme, nous exigeons une interdiction de construction de nouvelles autoroutes ainsi qu'une interdiction du transport motorisé individuel dans les hypercentres. Parallèlement, une extension massive du réseau de transports publics et une augmentation de la fréquence est nécessaire. Les transports publics régionaux doivent être gratuits et le reste des transports publics abordable afin de ne pas constituer une charge financière supplémentaire pour les ménages et accélérer le transfert modal. De plus, un réseau de trains de nuit à destination de toute l'Europe doit être mis sur pied, afin de remplacer les vols court et moyen-courrier. En ce qui concerne la mobilité douce, le réseau de pistes cyclables doit être massivement étendu et les centres urbains doivent être piétonisés et végétalisés.

Sous-thème 3 : Sortir des énergies fossiles, maintenant !

Face à la crise climatique, nous devons urgemment sortir des énergies fossiles. Pour éviter le pire, cela doit être fait d'ici 2030. Il est donc nécessaire de mettre en place immédiatement un plan de développement massif des énergies renouvelables et de leur capacité de stockage. Dans ce cadre, l'approvisionnement énergétique doit être en premier lieu du ressort de l'État : il doit être financé de manière publique, planifié et contrôlé de manière démocratique ! Le marché est incapable d'organiser la transition énergétique urgemment nécessaire – et encore moins de manière socialement juste. Pour la mettre en œuvre, nous avons besoin d'investissements à hauteur de milliards et de prix progressifs pour l'énergie, qui garantissent une énergie abordable pour la majorité de la population et rendent la consommation de luxe plus chère. Enfin, des moyens doivent être mis à disposition pour la formation de plusieurs dizaines de milliers personnes dans ce domaine, par exemple pour l'installation des panneaux solaires.

Pour aller plus loin : Pénurie d'énergie : [les 99% ne doivent pas subir les conséquences des erreurs de la droite](#)

Sous-thème 4 : Pour une production alimentaire locale et écologique !

L'agriculture est un domaine absolument fondamental de toute société puisqu'il nous permet de satisfaire le besoin de base qu'est se nourrir. Il est

aujourd'hui responsable de 14% des émissions de CO2 domestiques. Toutefois, comme une partie importante de la nourriture consommée en Suisse est produite à l'étranger, l'impact écologique de la consommation alimentaire est en réalité nettement plus important. Face à la crise climatique, l'ensemble du secteur agricole doit se convertir à un mode de production écologique (agroécologie), ce qui exige une mise à disposition de moyens aux paysan·nes afin de permettre cette conversion. Cette conversion implique une fermeture des grandes exploitations et une relative désintensification de l'agriculture, en misant sur plus de gens dans les champs au lieu de toujours plus de machines et de produits. De plus, elle nécessite une limitation de l'élevage et de la production de viande. C'est pourquoi, l'élevage doit être exclu dans les espaces où une production alimentaire végétale serait possible. La production alimentaire doit également être relocalisée, les circuits courts privilégiés et la souveraineté alimentaire mise en œuvre. Concrètement, cela signifie une protection de la production alimentaire locale, des liens directs entre paysan·nes et mangeuse·eurs, ainsi que des meilleures conditions de travail pour les paysan·nes. Enfin, les prix des denrées alimentaires doivent être accessibles pour tous·tes, afin que tout le monde puisse avoir accès à une alimentation locale, bio et saine.

Pour aller plus loin :

- [Solidaire et socialiste : pour l'agriculture de demain](#)
- [L'alimentation et l'agriculture nous concernent toutes et tous](#)
- [Libre-échange avec l'Indonésie : une nouvelle absurdité pour la cupidité des 1%](#)
- [Non à l'accord avec le Mercosur](#)

Sous-thème 5 : Pour une justice climatique internationale !

Les populations du « Sud global » sont d'ores et déjà durement touchées par la crise climatique et cette tendance va fortement s'accroître durant les années à venir. Ceci alors même que ce sont précisément les personnes les moins responsables de cette crise. C'est pourquoi nous exigeons l'annulation de la dette des pays du « Sud global » envers la Suisse. Ainsi, aujourd'hui les pays du « Sud global » doivent s'acquitter de dettes faramineuses envers les pays du « Nord global », ce qui les empêche d'investir dans la lutte contre la crise climatique et l'adaptation vis-à-vis de celle-ci. Toutefois, une simple annulation de la dette ne suffit pas : la Suisse et les pays du « Nord global » doivent également fournir des moyens financiers aux pays du « Sud global » pour

lutter contre et s'adapter à la crise climatique. Dans ce cadre, la Suisse doit verser au moins un milliard de franc par année aux pays du « Sud global ». Enfin, comme la crise climatique est en train de rendre des régions entières du globe inhabitables, celle-ci doit être reconnue comme motif pour obtenir l'asile. Pour aller plus loin :

- [Halte à l'exploitation du Sud Global !](#)
- [Pour une justice climatique internationale, abolissons la dette souveraine des pays du Sud Global](#)

B : Pour une économie des 99% !

Tous les biens et services que nous produisons le sont aujourd'hui dans le cadre d'une économie capitaliste : toi et moi travaillons et créons ainsi de la richesse, mais les "outils" que nous utilisons et les entreprises au sein desquelles nous travaillons ne nous appartiennent pas. Ainsi, les bénéfices créés ne vont pas dans le porte-monnaie des travailleuse·eurs, mais dans la poche des patron·nes et actionnaires. Ces dernière·ers cherchent continuellement à maximiser leurs profits, et vont pour cela tenter de produire plus pour vendre moins cher. Comment ? En exploitant les ressources naturelles, les pays du « Sud global »

et les travailleuse·eurs. Cela résulte d'abord en d'énormes inégalités : en Suisse, 1% le plus riche possède 44% des richesses ! Et à l'échelle mondiale, la colonisation des pays du « Sud global » par ceux du « Nord global » pour des motifs capitalistes a introduit des grandes différences de développement économique et de niveaux de vie dont souffrent aujourd'hui encore les populations du « Sud global ». Le colonialisme de hier n'a toutefois pas disparu : il s'est transformé en des relations de dépendance économique, politique, militaire et culturelle. Le but est le même : des profits, toujours plus de profits pour les ultra-riches.

Mais si cette course à l'enrichissement est infinie, le monde et ses ressources ne le sont pas. La crise climatique actuelle bien est la conséquence directe du système de production capitaliste, et c'est toujours aux 99% d'en subir les conséquences négatives. Inflation, crises économiques ou crise climatique ne sont pas des "erreurs de parcours", mais dans la nature même du capitalisme. Il est aujourd'hui possible de changer de système et de faire enfin passer nos besoins avant leurs profits. Et il est urgent de transformer radicalement notre façon de nous organiser pour couvrir nos besoins car notre avenir est menacé par la crise climatique. Nous voulons une autre économie, une économie basée sur les besoins des gens et les capacités de l'environnement ! Nous voulons une économie solidaire qui répartit le travail du care de manière juste en son sein. Nous

voulons une économie où toutes les personnes soient libres de travailler comme elles le désirent. Nous voulons une économie qui produise mieux, en fonction de ce dont on a besoin, et non toujours plus. Nous voulons une économie qui puisse garantir une vie épanouissante pour toutes !

Revendication 1 : La formation n'est pas un luxe : pour une rémunération digne des apprentissages et des stages !

Qu'un·e jeune décide de suivre une formation professionnelle ou une formation gymnasiale/universitaire, son but est de trouver ensuite un emploi pour pouvoir payer ses factures une fois adulte. Mais le chemin entre la fin de l'enseignement obligatoire et une place de travail stable est souvent précaire pour les personnes qui n'ont pas le privilège de pouvoir compter sur le soutien financier de leurs parents. Cela doit changer car la formation n'est pas un luxe !

Les apprenti·es reçoivent des salaires de misère alors qu'ils fournissent du travail précieux pour les entreprises formatrices. Les contrôles effectifs des conditions d'apprentissage manquent encore. Concernant les stagiaires, leur salaire moyen s'approche des 2000 francs, soit en dessous du seuil de pauvreté et sans parler des stages non-rémunérés. Alors qu'il est de plus en plus attendu des jeunes de faire des stages afin d'avoir une chance de trouver un emploi, ils n'ont même pas la certitude d'être rémunéré·es.

Nous voulons enfin une rémunération digne des apprenti·es et stagiaires ! Nous voulons une garantie d'emploi pour les stagiaires et apprenti·es à l'issue de leurs formation. Les stages et les apprentissages doivent enfin bénéficier de conditions de travail justes, avec un encadrement adéquat permettant une réelle formation des apprenti·es et stagiaires.

revendication 2 : L'argent ne travaille pas, toi si ! Taxer davantage les revenus du capital.

Les politiques néolibérales des dernières décennies ont permis à la minorité la plus riche de la population de s'enrichir de plus belle : elles ont grandement démonté les mécanismes fiscaux qui permettent à l'État de lutter activement contre les inégalités de richesses. Nous voulons donc une politique fiscale juste qui profite aux 99% et non aux ultra-riches et aux multinationales ! Pour ce faire, nous voulons enfin taxer davantage les revenus du capital, comme les dividendes et les bénéfices sur action. Alors que les 99% créent la prospérité de notre société avec leur travail, les patron·nes et les actionnaires s'enrichissent seulement grâce à leur argent, gagné sur le dos des 99 %. Il est grand temps que ces revenus obtenus sans rien faire soient taxés 1 fois et demi plus que les revenus du travail, comme le voulait l'initiative 99%.

revendication 3 : Pour une économie sociale et écologique planifiée démocratiquement !

Aujourd'hui, nous vivons dans un système économique basé sur le profit à court terme et la croissance illimitée de la production. Ce système fonctionne uniquement dans l'intérêt d'une petite minorité de la population. Il a pour conséquence une exploitation des gens et des ressources naturelles. Nous voulons mettre fin à ce système inégalitaire et destructeur et construire une économie pour les 99% par les 99 % grâce à une planification écologique et sociale ! Nous ne pouvons plus tolérer que des entreprises surpuissantes décident de ce qui est produit et inondent notre société d'une quantité non-nécessaire de biens polluants et de basse qualité. Nous voulons décider ensemble à différentes échelles de ce qui est produit et comment, afin de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, tout en respectant les capacités de l'environnement.

Sous-thème 1 : Des meilleures conditions de travail pour tous·tes !

Dans le système capitaliste dominant, on comprend généralement le travail comme les heures quotidiennes que beaucoup d'entre nous passent à travailler comme salarié·es dans une entreprise. Mais ce n'est pas que lorsqu'on gagne de l'argent que l'on travaille : le travail desoin (travail de care) représente encore plus de temps que le travail salarié, et il est aujourd'hui encore abattu à 60% par les femmes. Nous voulons donc réduire le temps de travail à salaire égal pour vivre mieux, lutter contre la crise climatique et partager le travail du care non-rémunéré de façon plus égalitaire ! Réduire le temps de travail permettrait également de mieux répartir les profits générés par l'augmentation récente de la productivité, profits qui vont en majorité dans la poche des plus riches et non des personnes qui ont travaillé pour les créer.

Le travail de soin est non seulement systématiquement invisibilisé et dévalorisé, il est aussi extrêmement mal réparti. Ainsi, le travail de soin tombe encore trop souvent sur les épaules des femmes, alors que prendre soin, c'est la responsabilité de chacun·e. Mais nous manquons aujourd'hui non seulement de temps, mais aussi d'infrastructures collectives qui nous permettent de partager ces tâches de manière volontaire. Que ce soit des garderies entre voisin·es, des cantines populaires ou des maisons de quartier, nous avons besoin d'espaces collectifs adéquats pour mieux partager les tâches de travail du care !

En ce qui concerne le travail salarier, de nombreuses personnes ont de la peine à finir leur mois avec leur salaire actuel. Loyer, formation continue, alimentation, loisirs, prime d'assurance maladie, facture d'électricité, vacances... Les coûts de la vie sont hauts, et particulièrement pour les personnes

issues des classes populaires et de groupes minorisés. Pour couvrir ces coûts, la majorité des gens doivent travailler, et ce travail est précieux : il est la base de notre vie en société et de la création de valeur. En conséquence, personne en Suisse ne devrait gagner un salaire inférieur à 5'000 francs. C'est aussi simple que ça.

La pandémie de coronavirus a mis un coup de projecteur sur les problèmes fondamentaux de notre système de santé, orienté par les profits : des sous-investissements chroniques et un manque important de personnel soignant. L'initiative pour les soins infirmiers doit enfin être appliquée justement ! Les conditions de travail dans les métiers des soins doivent être radicalement améliorées pour que les personnes nouvellement formées puissent prodiguer des soins suffisants et de qualité.

Enfin, dans un contexte où le stress au travail est souvent fort, il est primordial d'avoir du temps pour se reposer, pour soi et pour ses proches. C'est pourquoi nous exigeons six semaines de vacances pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. L'un des avantages de l'augmentation des semaines de vacances est une meilleure compatibilité entre le travail et la famille, rendue nécessaire par l'entrée massive et durable des femmes dans la vie active.

Sous-thème 2 : une redistribution des richesses aux 99 % !

Travail des enfants, déforestation, pollution des rivières ou exploitation de mines dangereuses : les multinationales n'ont souvent aucune scrupule quand il s'agit de maximiser leurs profits. Exploitant les pays du « Sud global », elles se créent un avantage concurrentiel grâce à un système capitaliste qui leur permet de générer des milliards de dollars. Nous voulons que les entreprises multinationales dont le siège social est en Suisse soient enfin tenues responsables de leurs actes. Le minimum à faire est de respecter les droits humains et les normes environnementales ! L'impunité des multinationales, c'est fini !

Alors que les multinationales se moquent des droits humains dans le « Sud global », les entreprises cherchent également à minimiser leurs coûts de production en Suisse. Ainsi, les rares salaires minimums cantonaux existants sont attaqués par une droite bourgeoise qui ne connaît pas les difficultés à boucler ses fins de mois, ceci alors que les écarts salariaux entre le plus bas et le plus haut salaires au sein des entreprises suisses continuent d'augmenter. Nous voulons donc la limitation des plus hauts salaires dans une entreprise à une hauteur correspondant au maximum à 5 fois le plus bas salaire.

Quant aux collectivités publiques, elles se livrent à une concurrence fiscale intercantonale, qui n'est rien d'autre qu'une véritable course vers le bas au détriment des 99 % : les cantons pratiquent des taux d'imposition très différents mais toujours plus bas pour attirer les multinationales et les ultra-riches. Résultat : certains cantons imposent des mesures d'austérité et des coupes dans les services publics. Il est grand temps d'introduire des mesures

d'harmonisation fiscale à l'échelle suisse ! La péréquation financière, soit la solidarité entre cantons, doit également être renforcée au bénéfice des cantons périphériques.

Sous-thème 3 : pour un Etat social fort !

Lutter contre les inégalités passe d'un côté par le fait d'aller chercher l'argent auprès des plus riches, et de l'autre côté par sa redistribution dans les services publics, les assurances sociales ou les retraites. Pour une économie forte, au service de tou·tes et de l'environnement, nous avons besoin d'un Etat social fort dans toutes les régions de Suisse. Que ce soit les crèches, l'éducation, la santé ou les transports publics, les services publics doivent être assurés directement par l'Etat, être abordables et déterminés par les besoins de la population.

La santé de la population est en danger depuis que les intérêts des assurances maladies privées ont pris le dessus sur la santé publique. Primes qui s'envolent et économies sur le dos des personnes les plus vulnérables et du personnel de santé à cause de la libre concurrence : nous voulons mettre fin à cela et introduire une caisse maladie unique et populaire ! Nous voulons également une prise en charge totale, sans franchise et sans quote-part, des frais de santé mentale, de santé sexuelle et de soins dentaires.

Pour aborder la retraite de manière digne également, le système de retraites doit être repensé pour couvrir les besoins de tou·tes. La gestion interne des caisses de pensions, bien que souvent formellement démocratique, ne l'est que rarement dans les faits. Nous voulons créer une caisse de pension populaire, gérée de manière publique, fusionnant le premier et le deuxième pilier, financée par solidarité et garantissant une rente d'au moins CHF 4'000.- à tou·tes.

Sous-thème 4 : un logement abordable pour tou·tes

Garantir un toit sur la tête de chacun·e est une des missions fondamentales que l'économie devrait assurer. Pourtant, seulement 40% des gens en Suisse possèdent leur logement. Les autres le louent et sont contraint·es de payer jusqu'à 35 % de leur revenu pour se loger. Et une grande partie des profits des propriétaires est illégale : les loyers sont 40% trop chers par rapport à la limite légale des rendements locatifs. Nous voulons l'introduction de contrôles effectifs et l'interdiction des profits sur nos logements !

De plus, au moins 2 200 personnes sont actuellement sans abri en Suisse. Se loger dignement ne doit pas être un privilège, mais un droit ! Des logements sociaux et d'urgence doivent être mis à disposition de toute personne dans le besoin, en particulier dans les villes. Les expulsions doivent être interdites, et la Confédération doit investir dans la réinsertion en société des personnes en détresse.

Face à la crise climatique, il ne suffit pas que chacun·e ait accès à un logement abordable, encore faut-il qu'il soit écologique. Un logement écologique, c'est un logement qui garantit une consommation énergétique durable, un accès aux services publics et qui permette le vivre-ensemble. Pour ce faire, les propriétaires doivent garantir la rénovation des logements sans que les coûts puissent être répercutés sur les locataires ou que suive une résiliation de bail. Et nous voulons que l'État fournisse une aide à l'accès à la propriété pour les personnes désirant créer des coopératives de logement.

C : Refugees are welcome here!

Les mécanismes migratoires sont multiples et complexes, tout comme leurs causes. Toutefois, une analyse de ceux-ci permet de mettre en évidence certaines dynamiques communes.

Avec leur dumping fiscal, la Suisse et d'autres pays du « Nord global » favorisent la fuite des capitaux. Pour échapper à la pauvreté induite par le système, de nombreuses personnes sont forcées à fuir et suivre le capital là où il s'accumule en raison du système économique capitaliste et de la colonisation en lien avec celui-ci : dans le « Nord global ». La recherche de profits du 1 % le plus riche est responsable de conflits armés dans le monde entier. Souvent, les conflits portent sur des territoires et ressources exploités par des multinationales. Au sein d'un système capitaliste, ce ne sont donc pas seulement les gens qui sont exploités mais aussi l'environnement, ce qui alimente la crise climatique. La destruction de l'environnement qui en résulte sape les bases existentielles de nombreuses personnes et la migration devient alors souvent leur seule chance de survie.

Le fondement de la migration forcée est donc le système capitaliste. Mais cela ne s'arrête pas là : ce système exerce également une influence directe sur la perception de la migration au sein de la société. Ainsi, les personnes appartenant aux classes sociales supérieures ont le privilège de pouvoir choisir librement leur domicile et d'être désignées comme « expats ». À l'inverse, les personnes qui n'ont pas de moyens financiers sont obligées de prendre de grands risques pour garantir leur survie.

Durant la dernière décennie en particulier, la migration a été transformée en un prétendu problème de sécurité pour l'Europe dans le débat public. Ce cadrage légitime la militarisation des frontières extérieures de l'UE et la violence envers les réfugié·es. Dans notre société actuelle, les droits, les conditions de vie et les chances d'une personnes sont déterminées par son lieu de naissance. Les frontières servent à créer des inégalités et à les légitimer ainsi qu'à diviser les travailleuse·eurs. Nous combattons toute forme de frontières nationales.

En Suisse, il y a de graves dysfonctionnements dans le domaine de la migration.

Les campagnes racistes fondées sur la peur font partie du quotidien politique. Les services de sécurité et le personnel d'accompagnement des requérant·es d'asile sont de plus en plus souvent remplacé·es par des grandes entreprises privées non qualifiées. Bien trop peu de moyens sont mis à disposition pour des hébergements et un accompagnement dignes. Les personnes qui en souffrent sont justement celles qui sont venues ici à la recherche d'une vie meilleure et d'un avenir. Prenons enfin notre responsabilité au sérieux en tant que société et offrons à tout le monde une vie digne !

Revendication 1 : Droit de vote et d'éligibilité pour toutes les personnes vivant en Suisse

La démocratie est absolument centrale pour une société où les gens sont libres. De la même manière que nous nous engageons pour une gestion démocratique de toutes les entreprises par les travailleuse·eurs, nous nous engageons pour une société organisée de manière fondamentalement démocratique à tous les niveaux. En Suisse, il existe de grands déficits en ce qui concerne la participation démocratique de la population. Un peu plus de 50 ans après l'introduction du droit de vote et d'éligibilité des femmes, une part non négligeable de la population reste exclue du débat démocratique. Ainsi, plus d'un quart des personnes vivant en Suisse n'ont pas de passeport suisse. Bien qu'une grande partie de la population issue de la migration vive en Suisse depuis des années, y travaille et soit soumise aux mêmes obligations que la population disposant du droit de vote et d'éligibilité, elle reste exclue de toute forme de participation politique. Plus de 2,2 millions de personnes doivent donc laisser les autres décider pour elles sans avoir leur mot à dire. Pour nous, toutes les personnes devraient pouvoir participer aux décisions à l'endroit où elles vivent. Certains cantons et communes, avant tout en Romandie, ont déjà accordé le droit de vote et d'éligibilité à tous·tes leurs habitant·es. Nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse depuis un an aient le droit de vote et d'éligibilité, peu importe leur permis de séjour.

Revendication 2 : naturalisation automatique

En Suisse, le taux de naturalisation est bas, et ce de manière stable. Plusieurs raisons expliquent cela, dont l'obligation d'abandonner sa nationalité d'un autre État (selon le pays) lors de la naturalisation. Toutefois, la raison principale en est que la naturalisation est un processus coûteux, parcouru de racisme et donc largement inaccessible. Depuis des années, les partis bourgeois multiplient les obstacles financiers et administratifs à la naturalisation. Même des personnes dont la famille est en Suisse depuis trois ou quatre générations doivent suivre un processus de

naturalisation laborieux pour obtenir la nationalité suisse. Dans de nombreuses communes, l'assemblée communale continue de décider directement des naturalisations. À plusieurs reprises, des naturalisations ont été refusées en raison de différends personnels ou de préjugés xénophobes et racistes – une situation intenable. Plus généralement, la naturalisation exige le dépôt d'une demande et son paiement, demande liée à des exigences élevées et une forte intrusion dans la vie privée des dépositaires de la demande. Ce processus arbitraire est démotivant et constitue un grand obstacle, surtout pour de nombreuses·x travailleuse·eurs.

Personne ne choisit son lieu de naissance – le destin de chacun est attribué au hasard. Celles·eux qui ont de la chance reçoivent une nationalité suisse et des droits... qui resteront pour toujours inaccessible à d'autres. Pour nous, il est clair que chaque personne qui vit ici et fait donc partie de la société doit non seulement avoir les mêmes obligations, mais aussi les mêmes droits. C'est pourquoi nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse obtiennent automatiquement la nationalité suisse après 5 ans. De plus, les enfants nés en Suisse doivent également recevoir automatiquement la nationalité suisse. Il ne doit pas y avoir de conditions supplémentaires, tels que des examens ou des tests qui constitueraient un obstacle à disposer des mêmes droits.

Revendication 3 : Pour un meilleur traitement des requérant·es d'asile

Lorsque la perspective d'un avenir sûr là où on vit n'est plus possible et que notre vie actuelle ne peut pas se poursuivre dans la sécurité physique, psychique et matérielle, la fuite vers un endroit sûr est inévitable. Que ce soit en raison d'une guerre ou de la famine, pour des raisons politiques, économiques ou en raison d'une catastrophe naturelle ne devrait pas importer. Chaque être humain doit être traité avec humanité.

Aujourd'hui, partout en Suisse, les requérant·es d'asile sont hébergé·es dans des bunkers, des infrastructures militaires isolées ou des bâtiments mal entretenus. Ces hébergements se caractérisent par un manque de sphère privée, d'hygiène et de place. Les majorités politiques de droite bourgeoise ne font preuve d'aucun humanisme. Sur la base d'une vision du monde xénophobe et raciste, iels décident de qui a le droit ou non d'être traité·e avec dignité selon son origine et son statut économique. Iels veulent investir aussi peu d'argent que possible dans l'asile et exclure au maximum les personnes concernées de l'espace public.

La dynamique de privatisation des services publics touche également le domaine de l'asile. L'accompagnement est avant tout vu comme un enjeu de sécurité et des entreprises privées de sécurité comme Securitas sont responsables de la gestion des hébergements. Le personnel de sécurité n'est pas ou mal formé pour le travail avec des personnes traumatisées et ne remplit pas la fonction dont les

réfugié·es auraient besoin. En particulier, les personnes FINTA (femmes, personnes inter, trans et agenres) ne sont pas protégées. Les violences envers les réfugié·es ne sont pas des cas isolés mais bel et bien structurelles. Nous exigeons des investissements supplémentaires massifs dans le domaine de l'asile, en faveur des réfugié·es. L'État doit prendre en charge la gestion des hébergements et des centres d'asile et employer du personnel qualifié pour soutenir les réfugié·es. Les hébergements doivent disposer de suffisamment de place pour une vie humaine avec de la lumière du jour, des espaces privés, une bonne hygiène et des possibilités de s'isoler.

Sous-thème 1 : Combattre les causes de migration forcée de manière sérieuse

Pour justifier leur refus d'accueillir les migrant·es en Suisse, les partis du centre et de la droite répètent à l'envi qu'il faudrait plutôt aider les gens sur place. Avec des solutions allant de l'engagement humanitaire aux camps de réfugié·es en Afrique, iels veulent empêcher les gens de venir trouver refuge en Europe et cherchent à justifier leur propre politique anti-droits humains. Iels font cependant totalement abstraction des causes systémiques de la migration, dont le « Nord global » est responsable.

La logique du système veut que, pour que les riches puissent être riches, les pauvres doivent être pauvres. Pour échapper à cette pauvreté, de nombreuses personnes sont forcées de suivre les flux de capitaux et d'aller là où ceux-ci s'accumulent en raison du système économique capitaliste.

S'ajoute à cela la dimension impérialiste du capitalisme ; pour permettre au système la croissance sans laquelle il ne peut fonctionner, l'ouverture de nouveaux marchés pour écouler sa production est sans cesse nécessaire. Dans cette optique, les puissances capitalistes ne reculent pas même devant des conflits armés. Même pour des pays comme la Suisse qui ne sont pas directement impliqués dans ces guerres, celles-ci sont lucratives, par exemple grâce aux profits qu'ils tirent des exportations de matériel de guerre.

De plus, la croissance économique est directement liée à une plus forte consommation énergétique et à davantage d'émissions de gaz à effet de serre. Les conséquences de la crise climatique, mais aussi de la surpêche et de l'accaparement des terres sape les bases existentielles de millions de personnes, si bien que la migration devient leur unique solution pour se sortir de leur misère.

C'est pourquoi nous revendiquons un système fiscal juste et solidaire à l'échelle internationale qui mettrait fin à la course au dumping fiscal et à la fuite des capitaux. Les multinationales doivent être mises au pas et tenues pour responsables de la misère qu'elles engendrent ou dont elles profitent. Par ailleurs, nous exigeons une interdiction des exportations et du financement de matériel de guerre.

Sous-thème 2 : De l'aide au lieu de la violence aux frontières extérieures de l'UE

Les pushbacks illégaux, c'est-à-dire le refoulement violent et sans aucune procédure ou examen sérieux de leur motifs de fuite de réfugié·es cherchant un endroit sûr où vivre, font partie du quotidien de l'agence européenne de garde-frontières Frontex. Ces agissements sont légitimés par des affirmations racistes qui présentent les réfugié·es comme un « problème de sécurité pour l'Europe ». Les réfugié·es sont refoulé·es violemment aux frontières ou abandonné·es à leur sort en pleine mer. En conséquence de cela, au moins 44 000 personnes ont perdu la vie depuis 1993, bien que le chiffre exact soit difficile à évaluer en raison de nombreux décès non déclarés. Frontex est le symbole de cette forteresse Europe qui tue.

C'est pourquoi nous exigeons l'abolition immédiate de Frontex et la mise en place d'un soutien adapté aux réfugié·es dans une situation précaire à la place de ses agissements.

À long terme, nous voulons un monde dans lequel personne n'est forcé·e de fuir et où la migration n'est que volontaire. Dans notre société actuelle, les droits, les conditions de vie et les chances dépendent du lieu de naissance, qui lui-même ressort du hasard. Les frontières servent à légitimer les inégalités et à diviser les travailleuse·eurs. Aujourd'hui, les discours nationalistes servent à faire distraction des véritables racines des problèmes. Ainsi, en utilisant comme boucs émissaires les personnes vivant de l'autre côté du rideau fictif que sont les frontières, le système actuel fait obstacle à une organisation des travailleuses·eurs au-delà des frontières nationales. La lutte pour la liberté de mouvement et la lutte des classes sont donc inséparables de la lutte contre les idéologies nationalistes. Il est dès lors clair pour la gauche que toutes les formes de frontières et les lois qui les imposent doivent être combattues. Une utopie de gauche ne peut être qu'antinationaliste.

C'est pourquoi nous exigeons à long terme l'abolition de toutes les frontières et le dépassement du concept d'État-nation.

Sous-thème 3 : Sécuriser les voies migratoires

Lorsque la perspective d'un avenir sûr là où l'on vit n'est plus garantie et que notre vie actuelle ne peut pas se poursuivre dans la sécurité physique, psychique et matérielle, la fuite vers un endroit sûr est inévitable. Toutefois, en raison de l'absence de voies migratoires officielles et légales, les réfugié·es sont poussé·es dans l'illégalité et obligé·es à se mettre en danger. La situation est particulièrement précaire dans la mer Méditerranée. L'UE et les pays méditerranéens ont simultanément mis fin au sauvetage en mer, arguant que ce serait un facteur d'attraction – un argument qui a été démenti à de nombreuses reprises. En conséquence, les décès ont pris l'ascenseur de manière

dramatique. Rien qu'en 2022, les registres officiels recensent la mort de près de 2000 personnes en mer Méditerranée, chiffre en dessous de la réalité en raison des décès non répertoriés. La criminalisation croissante des ONG pratiquant le sauvetage en mer risque d'empirer encore la situation et de condamner des milliers de personnes innocentes supplémentaires à la mort dans les eaux de la Méditerranée.

C'est pourquoi nous exigeons la légalisation complète des sauvetages en mer privés et la mise en place immédiate d'une mission de sauvetage étatique en mer Méditerranée. De plus, pour rendre la migration sûre, nous exigeons l'introduction de la possibilité de demander l'asile dans les ambassades des États suisse et de l'UE.

Sous-thème 4 : Mettre fin aux pratiques d'accueil socialement injustes

Le type de permis de séjour détermine le bien-être des migrant·es en Suisse. Il existe aujourd'hui pas moins de huit types différents de permis de séjour pour les personnes sans la nationalité suisse. Certains permis de séjour sont particulièrement problématiques ; ainsi, l'injuste « admission à titre provisoire » est avant tout octroyée aux réfugié·es issus de régions en guerre ou en crise qui font l'objet d'une décision de renvoi mais dont le renvoi serait illicite, inexigible ou matériellement impossible. Cette autorisation de séjour suggère un accueil à court terme, ce qui rend la situation des personnes concernées extrêmement difficile, en particulier lors de la recherche d'un emploi ou d'un logement. Ces personnes ne sont pas reconnu·es comme réfugié·es et elles sont sans cesse confrontées au danger d'être renvoyées.

Pourtant, la Confédération a prouvé dans le cadre de la guerre en Ukraine qu'il serait possible de faire les choses autrement. Ainsi, les Ukrainien·es ont reçu un permis S, désignant les personnes à protéger. Celui-ci permet aux personnes fuyant un conflit armé d'obtenir rapidement un droit de séjour provisoire en Suisse ainsi qu'un droit au regroupement familial sans avoir besoin de passer par une procédure d'asile ordinaire. Cette procédure serait tout à fait possible dans le cadre d'autres guerres ou crises, mais n'a jamais été utilisée.

Comme les personnes issues de régions en proie à des conflits ont un besoin tout particulier de protection, nous exigeons une abolition de l'admission à titre provisoire et l'activation du statut de protection S pour toute région en proie à des crises ou à des guerres.

Sous-thème 5 : Arrêter les renvois

Les renvois forcés pratiqués en Suisse sont tout simplement inhumains. Les personnes qui sont illégales aux yeux du droit suisse peuvent être renvoyées en tout temps. À plusieurs reprises, des personnes sont décédées dans le cadre de

leur détention en vue de renvoi ou suite à leur renvoi dans le pays d'où elles ont fui.

Toutefois, ce ne sont pas seulement les renvois dans les pays d'où les personnes ont fui qui sont problématiques, mais aussi et surtout les renvois dans les « États tiers sûrs » – concept qui met les réfugié·es en danger et donne lieu à des violations systématiques des droits humains. Les pays européens, dont la Suisse, ont établi une liste (avec tous les pays de l'UE et certains pays hors-UE définis) désignant certains pays comme « sûrs » et y renvoyant les requérant·es d'asile qui sont passés par leur territoire sans même ouvrir de procédure d'asile. Or, en Grèce par exemple, aucun service de base n'est fourni, la situation dans les centres d'asile et de détention est tout simplement inhumaine et l'accès à des procédures d'asile fait défaut. D'autres pays, tels que la Hongrie ou la Bulgarie, violent régulièrement les droits humains des réfugié·es et négligent leur mission de protection mais sont tout de même classés comme États « sûrs ».

Plus de positions et d'informations sur ce thème :

- [En finir avec Triton et sauver des vies](#)
- [Pas de discrimination et de quota – sans compromis !](#)
- [Non au financement des pushbacks ! Personne n'est illégal·e !](#)
- [No Borders – no Nations](#)
- [Plan de mesures migration](#)
- [Soutien plutôt que criminalisation de l'aide d'urgence aux frontières extérieures de l'Europe !](#)

D: Pour le tournant féministe !

Les revendications féministes fondamentales sont étroitement liées à diverses sphères politiques. Il ne suffit pas de les considérer isolément : il convient de les intégrer de manière intersectionnelle dans les analyses politiques. Ainsi, l'économie féministe ne se contente pas d'éclairer certains aspects secondaires négligés des théories économiques classiques, mais permet, grâce à des perspectives critiques et féministes, des analyses plus précises de questions économiques pertinentes pour l'ensemble de la société. Les structures sociales et de pouvoir dominantes, comme le capitalisme et le patriarcat, s'alimentent mutuellement. Le système économique capitaliste ne pourrait pas

fonctionner sans les innombrables heures de travail du care non rémunéré, qui sont en grande partie effectuées par des personnes FLINTA. Le capitalisme fait croire, par le biais du patriarcat, que le travail du care, comme la garde des enfants, les soins aux malades ou la préparation des repas, est effectué par amour par des personnes FLINTA et ne doit donc pas être rémunéré, ou alors très peu. Le patriarcat est à son tour renforcé par le capitalisme (par ex. par la discrimination salariale ou les stéréotypes de genre qui reproduisent les rapports de pouvoir en vigueur). Tout comme le capitalisme, le patriarcat est un système qui sert à maintenir le pouvoir de quelques uns au détriment du plus grand nombre. La discrimination, la violence et l'oppression structurelle des personnes FLINTA sont l'expression des structures de pouvoir patriarcales et capitalistes dominantes.

Le capitalisme et le patriarcat doivent donc être combattus ensemble. Un féminisme intersectionnel défie les structures de pouvoir patriarcales dominantes, reconnaît l'existence de diverses formes de discrimination liées entre elles et les combat.

Nos revendications mettent en évidence les perspectives féministes et les besoins d'action dans les domaines sociaux les plus divers. Avec les revendications et les explications suivantes, nous ne prétendons en aucun cas être exhaustif·ves, mais nous mettons l'accent sur quelques champs d'action féministes existants et nous esquissons des solutions dans ces domaines. Vous trouverez des analyses, des positions et des revendications plus détaillées dans les papiers de position et les résolutions de la JS Suisse.

Revendication 1: Garantir les droits à l'avortement et à l'autodétermination physique !

Le droit à l'autodétermination physique est l'une des avancées féministes les plus importantes. Il comprend l'accès à des offres de conseil et de soutien ouvertes aux femmes enceintes et la garantie d'une interruption de grossesse sûre et autodéterminée.

Ces dernières années, ce droit a toutefois été de plus en plus remis en question et attaqué par les milieux conservateurs et fondamentalistes de droite. Tant au niveau international qu'en Suisse, des efforts sont faits pour restreindre les droits à l'avortement. Nous nous défendons systématiquement contre de telles attaques. La JS Suisse combat de telles attaques : le droit à l'autodétermination physique n'est pas négociable.

Aujourd'hui, en Suisse, les avortements sont régis par le code pénal, sont considérés comme illégaux et ne sont dépénalisés que sous certaines conditions. L'avortement volontaire ne doit pas figurer dans le code pénal, mais être garanti comme droit constitutionnel. Nous exigeons que le droit à l'autodétermination physique, en particulier le droit à l'interruption

volontaire de grossesse, soit ancré dans la Constitution fédérale.
De plus, il est essentiel de garantir de d'élargir l'accès à un conseil professionnel et neutre ainsi qu'à des prestations dans le domaine de la santé sexuelle. Pour cela, il est nécessaire d'augmenter les moyens financiers alloués aux centres de santé sexuelle et d'établir des critères officiels pour les centres de conseil, garantissant un conseil et un soutien professionnels, sans préjugés.

Revendication 2: Des pensions plus élevées et une prévoyance vieillesse féministe - pension populaire maintenant !

Le système de retraite est un élément central de notre État social et doit garantir une vie digne dans la vieillesse. Mais le système actuel ne répond pas à cet objectif.

La pauvreté des personnes âgées est une réalité amère pour de nombreuses personnes en Suisse. Elle touche en particulier les personnes qui ont travaillé dans des secteurs à bas salaires ou à temps partiel. Les femmes représentent 2/3 des personnes touchées par la pauvreté des personnes âgées, et sont donc plus touchées que la moyenne. Outre l'inégalité salariale et les secteurs féminins sous-payés, cela s'explique en premier lieu par le fait que de nombreuses femmes ont effectué pendant des années un travail du care non rémunéré. Élever des enfants, soigner des proches, s'occuper du ménage - ce travail est précieux et central pour le bon fonctionnement de la société. Mais il est loin d'être suffisamment reconnu dans le système de retraite actuel et cela doit changer. Nous demandons un renforcement de l'AVS par la reconnaissance financière du travail de care non rémunéré et l'abolition des 2e et 3e piliers, qui favorisent l'injustice sociale. En lieu et place, il faut introduire une retraite populaire qui valorise également le travail du care non rémunéré et qui permette de vivre dignement à la retraite.

Revendication 3 : Pour une semaine de 25 heures !

Pour une grande partie de la population, il ne reste que peu de temps à côté du travail rémunéré pour assumer diverses autres obligations. Les activités de care classiques non rémunérées telles que la cuisine, les courses, le nettoyage et la lessive prennent beaucoup de temps et le travail d'assistance et d'éducation est difficilement compatible avec un emploi à plein temps. Les structures actuelles du travail salarié, comme la semaine de 42 heures, ne sont pas axées sur les besoins des personnes, mais sur le fait que, dans une famille traditionnelle, pratiquement tout le travail du care est effectué par la femme sans rémunération et que la famille vit du salaire de l'homme. Cette conception était et reste exploitante et nuit à la santé des salarié·es. Par le passé déjà, de nombreuses

familles ne pouvaient pas vivre d'un seul revenu salarial ; avec les salaires réels d'aujourd'hui, cela n'est pas une option pour beaucoup de ménages, et une grande partie des femmes exercent également un travail salarié. Mais la charge du travail de care existe toujours - la double charge du travail du care rémunéré et non rémunéré se renforce donc pour de nombreuses femmes. Celles qui en ont les moyens sous-traitent une partie des tâches ménagères et des soins, généralement à d'autres personnes FLINTA moins privilégiées. Cette situation est particulièrement choquante, étant donné que la société est de plus en plus productive et efficace. Malgré cela, la charge de travail de la population active ne diminue pas. Pourtant, il serait aujourd'hui possible d'introduire sans problème une semaine de travail de 25 heures de travail rémunéré. Mais pour cela, il faut que les gains de productivité soient utilisés pour le bien de l'ensemble de la population et que les personnes soient placées au centre de l'économie - et non le profit de quelques-uns. Nous voulons une société dans laquelle nous avons du temps pour nos proches, notre engagement et nous-mêmes, et pas seulement pour nos employeuse·eurs. La semaine de 25 heures rompt avec l'obligation de maximisation et donne au travail du care la place, l'importance et le temps qu'il mérite. Elle permet également d'avoir plus de temps pour le travail du care, comme le travail domestique et la garde des enfants, et de le répartir plus équitablement.

Sous-thème 1 : Lutter efficacement contre les violences patriarcales et la discrimination!

Pratiquement toutes les personnes FLINTA subissent des formes de violence sexualisée au cours de leur vie. Il s'agit entre autres du harcèlement sexuel, de la violence sexiste et de la violence domestique. Il s'agit d'un problème structurel qui doit être combattu à différents niveaux. En plus du travail de prévention et d'éducation, il est également nécessaire de développer massivement les offres de protection, de conseil et de soutien pour les personnes de toutes les identités de genre. L'offre d'hébergement pour les personnes touchées par la violence domestique et patriarcale doit être davantage subventionnée et développée. Aujourd'hui, des personnes se voient régulièrement refuser l'accès aux refuges pour femmes et aux maisons d'accueil par manque de place et de ressources – cette situation n'est pas tenable et est contraire à la Convention d'Istanbul. Nous exigeons une augmentation massive du nombre de places et de ressources pour les maisons d'accueil et les offres de soutien pour les victimes de violences sexuelles, afin de permettre une aide gratuite, compétente et rapide. Ces refuges doivent être accessibles à toutes les personnes opprimées par le patriarcat, aux femmes et en particulier aux personnes TINA (personnes trans, inter, non binaires et agenres). Les personnes TINA n'ont aujourd'hui souvent à disposition que des possibilités de soutien insuffisantes - il faut s'assurer qu'elles reçoivent un soutien approprié.

Les formes de discrimination patriarcale s'expriment dans différentes sphères de la société, y compris dans la vie professionnelle. En Suisse, la majorité des femmes subissent du harcèlement sexuel sur leur lieu de travail au cours de leur vie. Les personnes trans sont également régulièrement exposées à des expériences de discrimination sur le lieu de travail en raison de leur identité de genre, contre lesquelles le droit en vigueur et les structures sociales ne les protègent pas suffisamment, car l'identité de genre n'est pas couverte par la norme antidiscriminatoire. Nous demandons des mesures de prévention pour lutter contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et une protection conséquente contre la discrimination qui protège les personnes FLINTA et en particulier les personnes trans contre la discrimination et le licenciement arbitraire sur le lieu de travail.

Sous-thème 2 : Une éducation moderne et inclusive

L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces pour les enfants et les adultes de devenir des personnes autonomes et empathiques. Elle constitue une partie importante du travail de prévention visant à démanteler les structures patriarcales. Pour répondre à cette exigence, l'éducation doit être adaptée en permanence et prendre en compte les réalités de vie des personnes. Nous demandons une éducation à la santé sexuelle non discriminatoire et universelle. L'éducation ne doit pas être axée sur le système binaire des genres et des sexes ! Les cours d'éducation sexuelle doivent montrer la réalité de la diversité des genres et des sexes. L'intersexualité et les identités transgenres doivent être abordées ouvertement et sans préjugés. De même, la formation du personnel médical spécialisé doit supprimer l'accent mis sur la binarité et aborder les sujets de l'intersexualité et des identités transgenres.

Consentement : dans le cadre des cours d'éducation sexuelle, les élèves doivent être sensibilisés au fait que chaque personne a le droit de fixer ses propres limites et que les actes sexuels ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement de toutes les personnes concernées.

Prévention et thématization de la violence sexuelle : pour lutter contre la violence sexuelle, il est essentiel d'aborder le sujet de manière sensible et ouverte. L'éducation a un grand potentiel de prévention dans ce domaine. Outre le fait de thématiser le consentement, les élèves et les apprenti·es doivent également être informé·es de manière proactive de leurs droits et des offres de conseil existantes. Ces informations et offres de soutien doivent également être rendues visibles et accessibles à l'ensemble de la société.

Sous-thème 3 : Protection contre la discrimination et autodétermination médicale

Les structures de discrimination patriarcales existent également dans le domaine de la médecine. On y trouve une forme d'interprétation de l'androcentrisme, une vision qui considère les hommes comme la norme et la référence. Un système de genre patriarcal et binaire prédomine également. Cela conduit entre autres à la pathologisation des identités et des corps trans et à l'existence d'un « gender data gap » (manque de données liées au genre) qui fait que les symptômes des maladies ou les effets de certains médicaments sur les femmes ne sont pas suffisamment étudiés. Il est nécessaire d'élargir la recherche médicale dans le domaine de la médecine de genre afin de combler ces lacunes. Les personnes intersexes sont également fortement menacées dans leur autodétermination. Des opérations de changement de sexe sur des bébés intersexes sont encore entreprises aujourd'hui, bien que dans la plupart des cas, il n'y ait aucune nécessité médicale. Ces opérations, qui ne peuvent pas être effectuées avec le consentement des personnes concernées lorsqu'elles sont encore des nourrissons ou des enfants en bas âge, entraînent souvent de graves conséquences. Nous demandons l'interdiction des opérations de changement de sexe sur les bébés intersexes ainsi que des conseils de spécialistes. Les personnes intersexes doivent avoir accès, à leur demande, à des traitements médicaux qui doivent être entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

Sous-thème 4 : Egalité salariale, salaire minimum national de 5000.- et amélioration des conditions de travail !

L'égalité salariale est certes inscrite dans la Constitution, mais les chiffres montrent que nous en sommes encore loin dans la réalité. Les personnes FLINTA gagnent à ce jour près d'un cinquième de moins que les hommes et en moyenne 19,5% de moins par heure de travail. Une partie des facteurs à l'origine de l'inégalité salariale sont qualifiés de « facteurs explicables ». Parmi eux, la position professionnelle, la formation et le secteur d'activité. Mais les facteurs explicables reposent également sur le désavantage historique et la discrimination économique des personnes FLINTA. Le désavantage historique comprend notamment le fait que les professions qui, traditionnellement, sont surtout exercées par des personnes FLINTA, sont moins bien rémunérées et peu organisées sur le plan syndical. Cela complique énormément la lutte contre les mauvaises conditions de travail dans ces professions et branches. Des améliorations concrètes des conditions de travail et des salaires plus élevés sont donc nécessaires, en particulier dans ces branches, comme les soins, l'assistance et la restauration. Selon l'Office fédéral de la statistique, environ 2/3 des travailleuse.s à bas salaire sont des femmes. Nous demandons l'introduction d'un salaire minimum national interprofessionnel de 5000 francs. Nous demandons en outre des mesures efficaces pour atteindre l'égalité salariale, notamment des contrôles systématiques des salaires, la transparence des salaires et des contrôles de la discrimination salariale.

Sous-thème 5 : Développer les structures sociales du care

Le travail du care est un travail central pour le bon fonctionnement de la société. En plus d'une réduction du temps de travail permettant d'investir davantage de temps dans le travail du care, il est également nécessaire de développer et de renforcer les structures du care dans l'ensemble de la société. Le travail du care doit également être considéré comme une partie du service public - des structures gratuites de garde d'enfants ainsi qu'un système de santé développé soulagent également les personnes qui fournissent dans le cadre privé une grande partie du travail d'assistance et de soins non rémunéré. Des projets tels que l'habitat intergénérationnel peuvent également contribuer à ce que les structures du care et le travail à fournir soient organisés de manière plus collective et répartis plus équitablement. Aujourd'hui, les professions du secteur du care, par exemple les soins ou la garde d'enfants, sont souvent soumises à des conditions de travail précaires. Nous demandons que la partie du travail de care qui est organisée dans le secteur formel soit également valorisée et rémunérée de manière appropriée. Pour cela, il faut investir massivement dans le système de santé, les structures d'accueil et la formation de personnel qualifié. Pour que le travail du care soit valorisé et rendu visible, il doit également être intégré dans notre représentation et notre recherche économique. Nous demandons à cet égard des chaires et des ressources dans les hautes écoles ainsi que la saisie statistique du travail du care rémunéré et non rémunéré et son intégration dans le produit intérieur brut.

- [Papier de position sur le travail du care](#)
- [Autodétermination sexuelle sans compromis pour toutes et tous !](#)
- [En suisse et partout dans le monde, pas de réforme des retraites sur le dos de 99%](#)
- [Non à la réforme de l'AVS sur le dos des 99%](#)
- [Continuons à défendre le droit à l'interruption de grossesse !](#)